



SEANCE DU BUREAU DU 5 MARS 2020
DECISION N° 2020-046- DB

Date d'affichage : 6 mars 2020	Le cinq mars deux mille vingt à 14 heures 00, les membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le vingt sept février deux mille vingt.
Nombre de membres : 23	
En exercice : 23	
Quorum : 12	
Présents: 14	Membres présents en séance :
Excusé(s) : 3	Présents : (14)
dont pouvoir(s) : 1	Jean-Michel MARCHAND, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Christian RUAULT, Eric MOUSSERION, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jacky BOUCHENOIRE, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU, Jean-Marie POIRON.
Absent(s) : 6	Excusé(s) : (3)
Nombre de votants : 15	Lionel FLEUTRY, Anatole MICHAUD, Jean-Luc LHEMANNE,
Secrétaire de séance :	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (1)
M. Eric MOUSSERION.	Jean-Luc LHEMANNE à Sophie TUBIANA
	Absent(s) : (6)
	Isabelle DEVAUX, Jackie GOULET, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sophie SARAMITO, Marc BONNIN

CESSION DU LOCAL SITUÉ 2, RUE DES PONTS À GENNES VAL DE LOIRE

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, depuis sa création au 1er janvier 2017, assure la compétence touristique.

C'est dans ce cadre qu'elle est devenue co-propiétaire d'un immeuble situé 2, rue des Ponts à Gennes Val de Loire où siégeait l'Office du Tourisme des Rosiers sur Loire.

Suite à une réorganisation de la compétence sur l'ensemble du territoire, le bureau d'information touristique a été délocalisé au 9B avenue des Cadets de Saumur à Gennes.

Aussi, dans le cadre d'une gestion du patrimoine active et adaptée aux besoins de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, il est important de valoriser les bâtiments et biens n'ayant pas ou plus d'utilité en les vendant.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire souhaite donc mettre en vente le local de 58,5 m² situé au rez-de-chaussée de la copropriété située 2, rue des Ponts à Gennes Val de Loire ayant pour référence cadastrale BC 351.

Monsieur Julien WOJTKOWSKI et Madame Marie BRICHET ont fait une proposition d'achat au montant de 46.000 euros à la Communauté d'Agglomération pour l'acquisition du local de 58,5 m² situé au rez-de-chaussée de la copropriété située 2, rue des Ponts à Gennes Val de Loire ayant pour référence cadastrale BC 351.

La cession du local susmentionné se fera au prix d'environ 46.000 euros net de taxes.

Vu l'avis de la Direction générale de l'immobilier (ex France Domaine) du 27 novembre 2019 ;

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article 521-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral numéro DRCL/BSFL/2016-179 du 16 décembre 2016 instituant la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2017-013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n°2017/154 DC du 22 juin 2017, n°2018/073 DC du 19 avril 2018, n°2018/085 DC du 31 mai 2018, n°2018/090 DC du 4 juillet 2018 et 2018/151 DC du 15 novembre 2018 ;

Il est proposé au Bureau :

- **D'AUTORISER** la cession du local de 58,5 m² situé au rez-de-chaussée de la copropriété située 2, rue des Ponts à Gennes Val de Loire ayant pour référence cadastrale BC 351 à Monsieur Julien WOJTKOWSKI et Madame Marie BRICHET ou à toute autre personne physique ou morale qui s'y substituerait au prix d'environ 46.000 euros net de taxes,
- **DE DONNER** tous pouvoirs à Monsieur le Président pour signer les actes à intervenir et se rapportant à cette cession,
- **D'APPROUVER** que l'acte de vente et notamment toutes les pièces qui lui sont subséquentes, soient établis par Notaire,
- **DE METTRE** à la charge de l'acquéreur tous les frais éventuels résultant de cette cession : frais de notaire, etc,
- **D'AUTORISER** l'éventuel compromis de vente ou promesse de vente avec Monsieur Julien WOJTKOWSKI et Madame Marie BRICHET ou à toute autre personne physique ou morale qui s'y substituerait,
- **D'AUTORISER** le Président à recevoir l'acte de dépôt de pièces et de transfert suite à l'arrêté du 16 décembre 2016 n° DRCL/BSFL/2016-179 portant fusion de diverse communautés, pouvant s'avérer nécessaire pour réaliser cette vente,
- **D'AUTORISER** Madame la Première Vice-Présidente à signer ledit acte de dépôt de pièces et de transfert ; ce dernier acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire,
- **D'IMPUTER** la recette sur le budget de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 15 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	3 Domaine et Patrimoine	3.2 Aliénations
-------------------	-------------------------	-----------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »

[illegible]